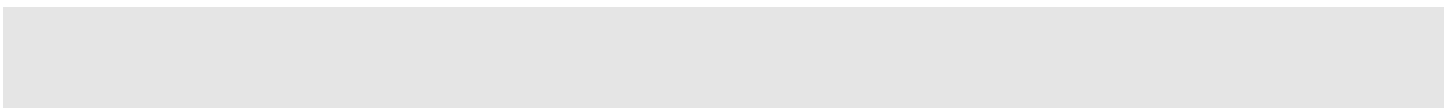


# ***FRANCE BONAPARTISTE***

## ***L'APPEL AU PEUPLE***



# Etre bonapartiste au XXIème siècle

N'en déplaise à certaines personnes, l'héritage napoléonien ne se limite pas à l'épopée de la Grande Armée ou aux fêtes de Compiègne. Napoléon Ier ne nous a pas laissé simplement le Code Civil, la Légion d'Honneur, la Banque de France, les Lycées, etc... Napoléon III ne s'est pas contenté de léguer à la France une économie prospère par la révolution industrielle et le développement des chemins de fer, l'intéressement des employés dans l'entreprise, les prémices de la protection sociale, l'enseignement supérieur ouvert aux jeunes filles, etc... Les deux Empereurs ont laissé un héritage politique, le Bonapartisme, héritage qui n'a pas pris une ride et tourne autour des idées simples que sont la souveraineté, le progrès social et l'autorité. Le Bonapartisme est-il mort en 1940 avec la dissolution par le Prince Napoléon de "l'Appel au Peuple"? Le Bonapartisme militant et engagé a-t-il fait place à un "napoléonisme" mondain ayant tout oublié ?

S'ils regardent de là où ils sont, les deux Empereurs doivent sourire et se dire que si la France ne leur a pas trouvé de remplaçant pour lancer le XXIème siècle, ils doivent aussi pleurer de voir que le monde napoléonien est divisé et a oublié le combat pour leurs idées. Le courage de se dire bonapartiste est-il une vertu qui se perd ?

La vérité est qu'il n'existe plus à ce jour un véritable grand mouvement Bonapartiste. Nombreux sont les Bonapartistes dispersés dans des partis, des associations, des "clubs" de gauche comme de droite (UMP, MRC, FN, MPF, PS, etc... )!

Aujourd'hui, il appartient désormais à nous Bonapartistes de passer à une étape suivante. Il nous appartient de rassembler tous les Français qui croient en la Nation et au Progrès Social, de faire naître ce grand mouvement dont notre Nation a tant besoin.

Le bonapartisme aujourd'hui a un sens. Le bonapartisme n'est ni une attitude passéiste, ni la nostalgie d'un monde révolu. Il est le signe d'un engagement d'une extrême modernité dès l'instant que ce qui est en jeu, c'est la cohésion et l'avenir de la Nation. Si le Bonapartisme est né de la pensée d'un visionnaire isolé en pleine "déroute" de la Nation française, il peut renaître de la volonté d'un autre géant : le Peuple français !

Le bonapartisme défend des valeurs fortes sans pour autant s'enfermer dans un dogmatisme doctrinaire figé et passéiste. Le bonapartisme est tourné vers l'action politique, action qui alliée à la pensée permet de réagir en fonction des circonstances dans le seul intérêt de la France et des Français.

Faire de la politique, c'est travailler à faire adhérer les femmes et les hommes du pays à un projet, à une certaine idée de la France. La tâche n'est pas aisée car si tout le monde se plaint, personne n'agit ! Ceux, qui veulent bouleverser ce cercle en empruntant les chemins du politiquement incorrect, sont cloués au pilori par la bien pensante classe politique mais aussi par les profiteurs de ce système. Il faut arrêter de les absoudre et proposer d'autres solutions.

Face au politiquement correct qui a envahi la classe politique, le monde napoléonien mais aussi la plupart des citoyens, les bonapartistes doivent avoir le courage de leurs opinions. Ils doivent recréer l'esprit, bousculer les normes, faire vibrer la jeunesse, réveiller ceux qui n'y croient plus, faire comprendre à ceux qui réclament sans cesse qu'ils ont aussi des devoirs. Il faut aussi avoir le courage de dire la vérité, d'expliquer où en est la France et où elle va.

A l'heure d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, les bonapartistes souhaitent une France vigoureuse et ambitieuse et qui sache que l'esprit bonapartiste et "bleu - blanc - rouge" n'est pas périmé, bien au contraire. Ce que veulent les bonapartistes, c'est une France grande et belle. Pour cela ils doivent crier leur vérité !

Le temps du sursaut est venu en France. Rassemblés et respectueux de leurs diversités, les bonapartistes doivent définir un cap politique pour les 20 ans qui viennent. Ils doivent s'atteler à la réconciliation pour fédérer largement autour d'une ambition forte pour notre pays.

Aussi, nous appelons à se mettre à l'œuvre les associations bonapartistes, les bonapartistes, "dynastiques" ou "républicains", isolés dont la fidélité aux idéaux prônés par les deux Empereurs n'a jamais été mise en cause, ceux enfin de nos compatriotes, jeunes et vieux, femmes et hommes, qui désirent bâtir un projet fort.

L'objectif est d'élaborer et de faire prévaloir un projet politique national se basant sur la Souveraineté Nationale et Populaire, sur le Progrès Social et l'Autorité. Dans ce combat, le bonapartisme ne peut trouver d'adversaires irréconciliables que dans les mouvements d'extrême droite, où l'on condamne les principes de la Révolution et parfois relents racistes et antisémites, dans les mouvements d'extrême gauche antinationaux et englués dans leur chimérique lutte des classes, enfin les mouvements qui répudient l'idée d'unité et d'indivisibilité de la Nation et qui ne jurent que par l'"ultralibéralisme". Mais attention, rejeter ces mouvements ne veut pas dire rejeter tous ceux qui s'y trouvent car parmi eux l'on peut trouver des bonapartistes qui s'ignorent ou qui se sont éloignés. Aux bonapartistes fidèles d'aller chercher ces "brebis égarées" là où elles se trouvent en sachant être persuasifs et attractifs.

Les Bonapartistes prendront toutes leurs responsabilités dans l'effort de reconstitution indispensable pour éviter le désastre. Nous ne cesserons de mettre en garde contre le replâtrage et la résignation.

Nous appelons donc à la mobilisation très large autour de nos valeurs pour ensemble définir le programme d'avenir dont la France a besoin.

Le combat pour la France continue, restons mobilisés.

Tous ensemble, pour une nouvelle France dans une autre Europe !

## **Le bonapartisme**

Il ne peut exister qu'une seule définition exacte de chaque mot.

Partant de ce principe, et reprenant ainsi les propos de nos prédécesseurs de l'entre deux guerres, nous pouvons affirmer qu'il est faux de dire que le bonapartisme soit "l'attachement au gouvernement impérial fondé par Napoléon et à sa dynastie". Il y avait des bonapartistes avant l'An XII, proclamation de l'Empire, il y en aurait encore si la famille Bonaparte venait à s'éteindre.

Il faut au contraire s'en tenir fortement à la définition réelle, aux termes de laquelle le bonapartisme est le système, l'idée politique de Napoléon Bonaparte, dont nous sommes les partisans, et qui est l'Autorité dans la Démocratie, produit naturel du pénible effort de la Révolution française.

## **Naissance de France Bonapartiste**

Depuis la dissolution du Parti de l'Appel au Peuple par le Prince Napoléon en 1940, la mouvance bonapartiste était absente de la scène politique française.

Dans les années 1990, le Rassemblement Bonapartiste (R.B) reprend le flambeau et réussit le pari de remettre au goût du jour les idées napoléoniennes mais cesse malheureusement ses activités.

La génération des années 2000 s'est décidée à reprendre le "combat" bonapartiste. Le mouvement « France Bonapartiste » est né sous l'impulsion d'anciens du R.B., de la Fédération Bonapartiste de Franche-Comté mais aussi de bonapartistes "indépendants". Son implantation s'étend à tout le territoire national et même chez les Français de l'étranger.

En plus de son combat politique, France Bonapartiste entend sensibiliser les Français sur la question du retour des cendres de la Famille Impériale ( Napoléon III, l'Impératrice Eugénie et le Prince Impérial ) mais aussi fustiger l'absence de sensibilisation populaire par l'Etat actuel autour de la commémoration des grandes dates napoléoniennes et bonapartistes

## **Bonapartisme sans Bonaparte ?**

Le Bonapartisme peut-il exister sans un Bonaparte. Question importante. Sans Bonaparte, le risque est sans doute de faire ce que le député de Cassagnac appelait du "N'importequinisme", de l'impérialisme (qui peut parfois se transformer en boulangisme ou en gaullisme). Notre ambition est donc de constituer un mouvement dont l'objectif est de développer le courant et les idées bonapartistes. Si un Napoléon a les capacités et la volonté alors nous pourrions lui servir d'appui. Mais, si le Prince ne veut pas "faire du

bonapartisme" ou s'il ne souhaite pas voir son nom associé au terme de bonapartiste, notre devoir est de conserver intact la doctrine impériale et de transmettre l'héritage à un homme qui, lui, sera à même de reprendre le flambeau.

Il faut savoir que le bonapartisme ce n'est ni l'attachement au gouvernement impérial ni à la IVème dynastie. Il y avait des bonapartistes avant 1804, il y a des bonapartistes aujourd'hui alors que la Famille Impériale ne fait plus de politique et il y aurait encore des bonapartistes si la famille Bonaparte venait à s'éteindre. Le bonapartisme c'est l'attachement à un système et à des valeurs. Le plus important n'est pas dans l'Homme recherché mais dans les idées voire la stratégie suivie. Ainsi, comme l'exposait de Cassagnac, nous ne servons pas le Prince mais les Principes. L'adéquation entre les deux est simplement le degré ultime de la pensée bonapartiste.

Dans les situations difficiles, les hommes ont besoin d'un chef. Peu importe qui il est. D'où il vient. Il parle et ils le reconnaissent. Il avance et ils le suivent.

## **Stratégie de France Bonapartiste**

Organiser une équipe, montrer que le bonapartisme est toujours d'actualité de par ses thèmes abordés et les réponses qu'il apporte.

Repenser l'idée napoléonienne. Remettre la "doctrine bonapartiste" dans le débat idéologique, adapter les idées impériales à notre siècle en maintenant intacte la base fondamentale et en ne reniant pas nos origines historiques.

Après ce travail intellectuel, passer à l'action concrète : Travail auprès des médias, travail militant (affichage, tracts, bulletins « Brumaire », articles, débats, conférences, meetings politiques, liens noués avec d'autres groupes politiques proches).

Appliquer le courant bonapartiste à l'actualité politique et par conséquent participer aux débats de société et aux diverses consultations populaires (référendums, élections, législatives, cantonales...).

## **Courant "Monarchique" ou Républicain ?**

Doit-on trouver dans les idées bonapartistes les éléments d'un procès contre la République, si celle-ci n'est pas celle des scandales financiers, du désordre économique et social, de l'insécurité ? Le bonapartisme est "loyaliste" et ce loyalisme a reçu l'approbation massive des compagnons du bonapartisme. En dehors d'eux, on nous tance, soit comme attaché à un régime déconsidéré ( royalistes par exemple ), soit au contraire comme partisans d'un retour à un régime aux couleurs fascistes ( gauchistes, libéro-libertaires, etc...). L'immense majorité des français patriotes, dont les bonapartistes fournissent l'exacte synthèse, est revenue de tous les vieux credos politiques, elle n'est point disposée à un retour vers des régimes abolis.

Vouloir établir un nouvel ordre des choses ne pourrait être inauguré sans un aménagement préalable des institutions actuelles. Nous concevons mal que les partisans de constitutions inédites ou d'un nouveau régime ne soient pas les premiers à réclamer un ordre provisoire, afin d'éviter à leurs idées le risque d'essais mal préparés, insuffisamment mûris. Subjectivement et objectivement, les bonapartistes peuvent et doivent se dire "loyalistes" en principe à tout "gouvernements" inspiré d'une volonté d'union, de patriotisme et de progrès.

Le rétablissement de la responsabilité, voilà ce que nous voulons. En effet, celle-ci est la première garantie morale sur laquelle puisse reposer un corps social équilibré. Mais la responsabilité, pour être efficace et féconde, réclame la contre partie d'une autorité solide. Nous n'ignorons pas que la démagogie socialiste ou communiste ainsi que la droite libertaire qualifieront ce recours à l'autorité de profession fasciste, anti républicaine. Nous ne pouvons que répondre par l'indifférence à une accusation si absurde.

Rassembler "tous" les Français autour de la France, telle est la mission de ceux qui se réclament de la pensée bonapartiste. Cette pensée, qui n'est pas érigée en programme, c'est celle du développement

culturel, social, politique, éducatif et économique. Ce développement plonge ses racines dans les principes napoléoniens que sont l'appel au peuple, l'indépendance nationale, le progrès social et l'autorité. Ce développement ne pourra émerger que si les Français se rendent compte qu'une autre politique est possible, celle de la France qui avance, celle de la France qui gagne.

Nous revendiquons toutes nos libertés individuelles, nous ne les concevons pas en dehors de disciplines réciproques, de disciplines collectives. Nous ne connaissons pas d'autre garantie des unes et des autres qu'une autorité centrale garante des initiatives réprimant les excès. Des dangers menacent aujourd'hui l'existence nationale, nous en sommes redevables aux abus de pouvoirs, d'attributions et au désordre de nos mœurs publiques, gouvernementales. Nous voulons donc, avant de songer à un édifice nouveau, que l'autorité rétablisse l'ordre à nos foyers, dans les administrations, dans nos cités, dans la justice.

De nombreuses fois la question a été posée de savoir quel type de régime les bonapartistes entendent soutenir pour notre pays. Mais est-ce le sujet primordial ? L'important n'est-il pas le but recherché mais surtout de subordonner les moyens à celui-ci ? Ce but, qui est l'"existence nationale", nous devons le poursuivre et l'atteindre sur le terrain des idées générales et sans se soucier de la question du "régime". Il ne faut pas perdre de vue qu'un régime n'est qu'un moyen et que les hommes qui le servent ne sont que des instruments. Pour les bonapartistes du XXI<sup>ème</sup> siècle, la question n'est pas de crier "Vive l'Empereur" ou "Vive la République" mais bien de crier Vive la France.

Si comme certains nous en accusent, nous voulons instaurer une dictature, il ne s'agit que de la dictature de l'honnêteté, de la compétence, de la responsabilité, de l'intérêt général. Cette "dictature", l'on ne saurait l'appeler plus ardemment que nous.

Vous l'aurez donc compris, le bonapartisme du 3<sup>ème</sup> millénaire ne peut probablement pas se muer en courant monarchiste et doit certainement demeurer un bonapartisme républicain. Mais, Bonaparte avant 1804 et Louis Napoléon avant 1851 étaient également républicains ! L'évolution ne peut donc venir que du Prince et des circonstances. Encore faut-il qu'un prince se mette à la tête du mouvement et entende se comporter en chef du courant bonapartiste.

## Bonapartisme européen

L'originalité du courant bonapartiste moderne est d'être européen.

Désormais, il n'est plus cantonné au seul hexagone mais compte des partisans hors de nos frontières. Ce qui n'était qu'un songe après 1815 peut donc se concrétiser désormais. Les Européens se sentent napoléoniens, héritiers des deux Empires.

Les bonapartistes sont donc présents en France mais aussi en Belgique, Italie, Pays-Bas, Suisse, Portugal... Bonapartisme, Muratisme en Italie, Bonapartisme hollandais (Bonapartistisch Partij Nederland), Bonapartisme lusophone (Movimienta Bonapartista) sont désormais liés...

## Bonapartisme du XXI<sup>ème</sup> siècle

L'ordre social est plus fragile qu'on ne le croit et l'on a trop vite abandonné l'idée de progrès. Progrès économique, social, scientifique, technique, de niveau de vie, etc... Mais comment vouloir le progrès dans le monde tel qu'il est ? L'essentiel est dans la posture, dans le choix entre le oui et le non, entre la soumission à la pensée unique et la politique de la volonté. Le bonapartisme peut et doit être cette politique de la volonté. Mais quelle est la différence entre le bonapartisme et la pensée unique ?

Le bonapartisme c'est l'égalité, la récompense du mérite, la souveraineté populaire et l'Etat-Nation. La pensée unique c'est l'inverse, le droit aux privilèges, le chacun pour soi, le fédéralisme. Concrètement c'est la lutte entre d'un côté la souveraineté dans l'Etat, la solidarité nationale et l'autorité de l'Etat et de l'autre la charité, la ségrégation, le déclin du service public et l'Etat minimum.

Le bonapartisme doit être ce catalyseur d'énergie qui amène à une véritable politique de "développement durable" synonyme de progrès. Un développement durable qui ne s'arrête pas à l'écologie, au principe de précaution et aux parcs nationaux mais qui nous amène vers une "politique de civilisation". Un développement qui invite à penser quantitatif et qualitatif, économie et société,

marchand et non marchand, court terme et long terme. Un développement qui nous oblige à réintroduire dans notre raisonnement les solidarités, les réciprocités, la culture, l'environnement ... Le progrès commence quand on imprime une direction, quand on sait où l'on veut aller. Mais il ne faut oublier que le développement ne se décrète pas, il se stimule et il s'oriente et cela c'est le rôle du politique.

Dans l'ordre politique : Le bonapartisme comme projet, la nation et l'Etat comme point d'appui et l'Europe comme espace de civilisation. Sans nostalgie, sans regrets, en regardant vers l'avenir. Le bonapartisme comme conjugaison de l'égalité et du mérite, comme clé de partage entre la sphère privée et la sphère publique. Le bonapartisme comme point d'équilibre entre le respect de la liberté individuelle et l'exigence collective. La nation comme espace privilégié de solidarité et de coopération. Si la nation n'exclue pas les autres espaces, elle passe avant et cela à cause de l'Histoire, de la culture et des valeurs. Le sentiment national et non le nationalisme. La France ouverte vers le grand large mais qui ne se dissout ni culturellement ni politiquement. La nation doit être un creuset politique, économique, culturel ... L'Etat comme levier, la seule force capable de porter un projet collectif. Un Etat unit, toute souveraineté est dans l'Etat et elle ne se partage pas.

Cette politique du développement, cette politique du creuset doit avoir pour ambition de créer une nouvelle citoyenneté, un nouveau pacte social et économique et un nouvel esprit de conquête. Il faut pour cela entreprendre, créer, innover, inventer. Il faut investir massivement dans la qualitatif et dans le quantitatif, dans le capital productif et dans le capital humain. Il faut investir dans l'école, dans la ville, dans l'aménagement du territoire, dans la recherche. Il faut investir dans la réforme fiscale, dans la réforme sociale, dans la réforme de l'Etat.

Face à la pensée unique qui nous répète inlassablement ses axiomes d'impossibilité de la France, de l'Etat, d'impossibilité du progrès social, d'impossibilité d'une autre politique, le bonapartisme est là. Le bonapartisme doit être la force du non. Le bonapartisme en tant que comportement et recours a de nouveau une signification.

Il existe aujourd'hui une rupture entre le peuple et des élites qui n'ont pas su, depuis 30 ans, juguler le chômage, s'opposer à l'accroissement des inégalités. Des élites qui ont été incapables de maintenir la croissance, d'assurer la sécurité de tous, de contrôler les flux migratoires, etc...

Le bonapartisme doit donc être capable de proposer une nouvelle voie aux Français, de donner un exemple et un idéal au peuple notamment à la jeunesse. Cette voie doit donc s'orienter autour des trois piliers que sont la Souveraineté, le Progrès Social et l'Autorité.

La Souveraineté, le bonapartisme la décline sous trois angles.

- ◆ **L'indépendance de la Nation face aux menées fédéralistes mais aussi face aux "empires". Pour une Europe confédérale respectueuse des Nations et pour une véritable politique de la Francophonie**
- ◆ **La souveraineté de l'Etat face aux féodalités, aux dérives séparatistes et communautaristes.**
- ◆ **La souveraineté populaire avec une participation plus directe des citoyens dans les affaires du pays.**

Le Progrès Social ne peut que se comprendre qu'au travers du rassemblement de toutes les classes sociales autour de projets et de réformes ambitieuses.

- ◆ **Rénover en profondeur l'Enseignement, à ne pas confondre avec l'éducation, car celui-ci est parti intégrante de la question sociale.**
- ◆ **Se pencher sur tout ce qui touche la famille, celle-ci n'est-elle pas la trame élémentaire de la collectivité sociale ?**
- ◆ **Un nouveau contrat économique et social doit être proposé, capable de mobiliser l'ensemble de la société. Lutte contre le chômage, politique forte du logement, incitation à entreprendre, réconciliation du travail et du capital par la Participation, mise en place d'une Taxe Sociale sur la Valeur Ajoutée en lieu et place des charges sociales pesant sur le travail, voilà les pistes à suivre.**
- ◆ **Protéger l'environnement et réfléchir aux nouvelles énergies, cela doit être une priorité pour le bien des générations futures.**
- ◆ **L'agriculture, voilà un domaine que notre pays doit être capable de protéger. Faute de protéger ce secteur porteur de notre identité nationale, l'on prend le risque de déstructurer notre société en bouleversant les modes de vie et de relation.**

L'Autorité bonapartiste, n'est autre que la prise de conscience que si tous, Etat et citoyens, ont des Droits ils ont aussi des Devoirs.

- ◆ **Il faut que les Français puissent voir un modèle dans l'Etat et l'administration, efficacité et probité sont les premières choses qu'ils doivent y trouver. Subsidiarité, déconcentration et décloisonnement doivent être les pièces maîtresses d'une réforme attendue et voulue.**
- ◆ **La cohésion nationale doit être préservée sur tous les plans.**
- ◆ **La lutte contre toutes les délinquances doit être intransigeante. la justice doit être là pour protéger le citoyen tout en veillant au respect des lois et libertés.**
- ◆ **Une nouvelle politique de l'immigration doit voir le jour. Il faut arrêter une politique forte se situant entre le laxisme des politiquement corrects et l'exclusion prônée par une frange de la droite nationale.**

**<< L'idée napoléonienne apporte non pas des solutions techniques à tous les problèmes, mais une dynamique pour les aborder, dans une perspective d'évolution, synonyme de progrès. >>**

## Conclusion

En conclusion, nous dirons à tous ceux qui sont surpris de découvrir un mouvement bonapartiste, qu'être bonapartiste aujourd'hui a un sens. Ce n'est ni une attitude passiste, ni la nostalgie d'un monde révolue. C'est au contraire le signe d'un engagement d'une extrême modernité dès l'instant que ce qui est en jeu, c'est la cohésion et l'avenir de la Nation.

Le bonapartisme défend, comme nous l'avons dit plus haut, des valeurs fortes : **Souveraineté - Indépendance Nationale - Progrès Social - Autorité de l'Etat**, sans pour autant s'enfermer dans un dogmatisme doctrinaire figé et passiste. Le bonapartisme est tourné vers l'action politique, action qui alliée à la pensée permet de réagir en fonction des circonstances dans le seul intérêt de la France et des Français.

Les Napoléon sont les pères de la France moderne, leur empreinte est encore partout présente dans tous les domaines de la vie de tous les jours. Malheureusement, leur héritage, défendu et amélioré par le Général De Gaulle, est dilapidé depuis plus de 30 ans par une classe politique, de droite comme de gauche, qui a trop longtemps confondu liberté et libéralisme, égalité et égalitarisme, progrès social et assistanat. Une classe politique qui n'a plus que l'apparence d'un pouvoir que tous les jours elle abandonne un peu plus à la Commission de Bruxelles, à la Banque Européenne, au Capital et aux Lobby en tous genres.

Il est temps de dire stop. Il est temps de retrouver une véritable politique nationale et sociale dans la pure continuité de nos deux Empereurs.

**France Bonapartiste veut faire entendre  
la Voix de la France, la Voix du Peuple, la Voix de la Nation.**

# La Charte De France Bonapartiste

Tout adhérent à France Bonapartiste s'engage en signant son bulletin d'adhésion à respecter la Charte de FB afin d'exprimer son accord et sa fidélité à l'éthique et aux convictions de notre Mouvement et du bonapartisme.

\*\*\*\*\*

Il n'est pas facile au XXIème siècle de se dire bonapartiste, encore moins de revendiquer ses idées au sein d'un mouvement fidèle aux Napoléon et à la voix qu'ils nous ont tracé. C'est pour cela que chaque membre de France Bonapartiste doit être envers ses compagnons comme un "frère d'arme", quelle que soit son origine, sa religion, son statut social. Chaque bonapartiste doit toujours manifester, envers les autres membres du mouvement mais aussi envers ses sympathisants, une solidarité étroite pratiquement aussi forte que celle qui doit unir les membres d'une même famille.

Etre bonapartiste, c'est beaucoup moins une question de parti qu'une question de tempérament: aussi qu'ils viennent de Roubaix ou de Toulouse, de Bordeaux ou de Strasbourg, les bonapartistes sont tous les mêmes. On dirait que les pensées des deux Empereurs, en les animant, en éclairant leur raison et en échauffant leur cœur, ont frappées cette raison et ce cœur à leurs effigies, médailles de valeur ou de millésimes différents mais dont le module est conforme à un type invariable. Napoléon Ier et Napoléon III n'ont pas créé seulement des institutions, ils ont créé et créés, tous les jours encore, des hommes. Ces hommes, on les reconnaît au premier coup d'œil, nous en savons qui s'ignorent eux-mêmes, à nous bonapartistes du XXIème siècle de leur ouvrir les yeux.

Nous, bonapartistes, n'avons ni schismatique, ni orthodoxe, puisque nous acceptons tous les principes de la souveraineté nationale, la seule dont la couronne confère un droit, la seule qui vaille la peine d'être revendiquée et conquise, c'est pour cela qu'il nous faut croire et oser.

Notre mouvement se vante d'avoir un corps normalement constitué avec un bras droit et un bras gauche. Avec une tête qui nous dit sur quoi nous ne transigeons jamais: l'unité nationale qui refuse les nouvelles féodalités locales, l'indépendance nationale qui conditionne la souveraineté populaire, la laïcité qui interdit le communautarisme, l'égalité des chances et la promotion du mérite. Des jambes pour avancer. Une poitrine où bat un cœur plein d'espoir, un cœur qui bat au même rythme que celui des Français, vide de haine ou de rancune mais qui bat loin de l'arrogance des castes qui veulent gouverner le pays et l'Europe.

\*\*\*\*\*

## **Notre filiation historique : l'esprit des Napoléon et les valeurs qu'ils ont défendu.**

Notre filiation intellectuelle et morale, c'est l'esprit des Napoléon mais aussi les valeurs qu'ils ont défendu en France, en Europe et dans le reste du monde pour certains aspects. Les Napoléon sont les pères de la France moderne, leur empreinte est encore partout présente.

L'héritage napoléonien ne se limite pas à l'épopée de la Grande Armée ou aux fêtes de Compiègne. Napoléon Ier ne nous a pas laissé simplement le Code Civil, la Légion d'Honneur, la Banque de France, les Lycées, etc... Napoléon III ne s'est pas contenté de léguer à la France une économie prospère par la révolution industrielle et le développement des chemins de fer, l'intéressement des employés dans l'entreprise, les prémices de la protection sociale, l'enseignement supérieur ouvert aux jeunes filles, etc...

Les deux Empereurs ont laissé un héritage politique, le Bonapartisme, héritage qui n'a pas pris une ride et tourne autour des idées que sont la souveraineté, le progrès social et l'autorité.

Cet héritage nous le revendiquons.



## **Notre mouvement : mouvement politique qui n'exclut pas l'histoire.**

France Bonapartiste se veut tout autant l'héritier des "victoriens", des "jéromistes" du XIX<sup>ème</sup> siècle que du mouvement de l'Appel au Peuple de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle que du Rassemblement Bonapartiste des années 1990.

Notre but, repenser l'idée napoléonienne, remettre la "doctrine" bonapartiste dans le débat idéologique en les adoptant à notre siècle. Rassembler les Français et sympathisants étranger autour des idées bonapartistes. Passer à l'action concrète par un travail militant de tous les jours mais aussi impliquer le courant bonapartiste dans l'actualité politique en participant aux débats de société et aux diverses consultations populaires.

Croyant aux bienfaits de l'action politique, France Bonapartiste refuse l'idéalisme, le romantisme, l'utopisme de ceux qui défendent leurs convictions en fuyant la vérité, colportant ainsi, par leur attitude, les germes de l'aigreur, de l'amertume et du désespoir. Il ne s'agit pas pour FB de témoigner, mais de combattre, c'est-à-dire d'inscrire nos idées dans le réel.

Notre combat : l'esprit de vérité sans tabou.

Appartenir à France Bonapartiste est déjà un signe de militantisme mais tous ne peuvent ou ne veulent s'impliquer davantage. Au sein de FB, chacun est libre de participer ou non aux activités militantes de terrains. Certains peuvent préférer "l'intellect" et aider le mouvement par le biais d'articles, de réflexions sur les idées, etc... D'autres peuvent faire les deux. Par contre une implication "morale" est demandée lors des Assemblées, lors de réunions, etc...

Mais cet engagement politique ne nous empêche pas de travailler, avec ou en parallèle des associations historiques, à la commémoration des grandes dates napoléoniennes, au retour des cendres de la Famille Impériale, etc...

## **Notre position, République ou Empire ?**

France Bonapartiste adhère ouvertement à la constitution de la V<sup>ème</sup> République. Il suffit de relire les trois premiers articles, originaux, de celle-ci pour comprendre cette adhésion.

Article 1: **"la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion."**

Article 2: **"la langue de la République est le français."**

Article 3: **"la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum."**

Mais cette adhésion ne fait pas rejeter par France Bonapartiste la possibilité d'une restauration impériale en faveur d'un membre, uniquement, de la Famille Impériale. Cette restauration ne pouvant se faire que par le souhait du Peuple.

## **Notre place sur l'échiquier politique : "ni bonnet blanc, ni bonnet rouge, je suis national".**

Nous n'acceptons d'être classé ni à Gauche, ni à Droite. France Bonapartiste n'est pas un mouvement de réaction tourné vers un passé glorieux mais au contraire un mouvement de progrès social et économique dans le respect de la souveraineté et de l'autorité. Nous n'oublions pas que c'est le retour vers la "réaction" qui a conduit le parti bonapartiste à sa perte à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

France Bonapartiste ne peut trouver d'adversaires irréconciliables que dans les mouvements d'extrême droite, où l'on condamne les principes de la Révolution et parfois aux relents racistes et antisémites, dans les mouvements d'extrême gauche antinationaux et englués dans une chimérique lutte des classes, enfin les mouvements qui répudient l'idée d'unité et d'indivisibilité de la Nation et sa souveraineté. Mais attention, rejeter ces mouvements ne veut pas dire rejeter tous ceux qui s'y

trouvent car parmi eux l'on peut trouver des bonapartistes qui s'ignorent ou qui se sont éloignés. Aux bonapartistes fidèles d'aller chercher ces "brebis égarées" là où elles se trouvent en sachant être persuasifs et attractifs.

### **Notre combat, nos idées.**

France Bonapartiste garde religieusement sa foi politique et son drapeau. Notre mouvement ne se laisse détourner de sa route par aucune suggestion, aucune calomnie. Il ne consentira ni concession, ni compromis sur ses piliers "historiques" :

- ◆ Souveraineté populaire
- ◆ Indépendance nationale
- ◆ Progrès social
- ◆ Autorité

La Souveraineté populaire, plus connu chez les bonapartistes sous le nom de l'Appel au peuple, nous l'entendons comme la participation plus directe des citoyens dans les affaires de leur pays. Par ce que tout ce qui se fait sans le peuple est illégitime, nous voulons l'élargissement du champ d'action du référendum pour aborder les questions de sociétés ainsi que celle touchant à l'intégrité même de notre Nation.

L'Indépendance nationale afin de permettre à notre pays d'être libre de ses politiques tant nationales qu'internationales. Pour cela, nous préférons travailler à la construction d'une Europe confédérale, respectueuse de chaque nation qui la compose, en lieu et place d'un conglomérat fédéral visant à la dissolution de toutes identités nationales. Nous voulons aussi que notre pays regarde vers le grand large, tant du côté de la Francophonie que du reste du monde avec la mise en place de véritables politiques d'échanges.

Le Progrès social est un vaste chantier touchant à de nombreux domaines. Il faut rénover en profondeur l'enseignement et la formation, clés de voûte de la société de demain. La famille ne doit pas être oubliée car elle est une trame élémentaire de la collectivité sociale tant par le socle qu'elle représente que pour le développement de la démographie nationale. Il nous faut proposer un nouveau contrat économique et social mobilisateur, il s'articule autour de la réconciliation du travail et du capital avec la Participation, de la mise en place d'une cotisation sociale unique sur la consommation (TSVA) en lieu et place des charges sociales pesant sur le travail, une politique forte du logement, une incitation à entreprendre grâce, entre autre, à une nouvelle politique fiscale, une véritable politique d'assimilation... Voilà les pistes à suivre.

L'Autorité, à ne pas confondre avec l'autoritarisme et un quelconque penchant à la dictature, n'est autre que la prise de conscience, par tous, Etat et citoyens, que l'on a autant de droits que de devoirs. L'Etat et les administrations de notre pays doivent montrer efficacité et probité. Subsidiarité, déconcentration, décloisonnement et modernisme doivent être les pièces maîtresses d'une réforme attendue et voulue, la défense d'un véritable service public efficace est à ce prix. Nous demandons une politique intransigeante contre toutes les délinquances, des "cols blancs" aux pires pervers, en contre partie nous demandons une justice efficace et respectueuse de lois et libertés. Nous proposons aussi la mise en place d'une véritable politique de l'immigration, se situant entre le laxisme des politiquement corrects et l'exclusion et le rejet, une immigration contrôlée et misant sur le donnant- donnant avec les pays concernés.

\*\*\*\*\*

Le bonapartisme défend des valeurs fortes sans pour autant s'enfermer dans un dogmatisme doctrinaire figé et passiste. Le bonapartisme est tourné vers l'action politique, action qui alliée à la pensée permet de réagir en fonction des circonstances dans le seul intérêt de la France et des Français.

Faire de la politique, c'est travailler à faire adhérer les femmes et les hommes du pays à un projet, à une certaine idée de la France. La tâche n'est pas aisée car si tout le monde se plaint, personne n'agit ! Ceux, qui veulent bouleverser ce cercle en empruntant les chemins du politiquement incorrect, sont cloués au pilori par la bien pensante classe politique mais aussi par les profiteurs de ce système. Il faut arrêter de les absoudre et proposer d'autres solutions.

Face au politiquement correct qui a envahi la classe politique, le monde napoléonien mais aussi la plupart des citoyens, les bonapartistes doivent avoir le courage de leurs opinions. Ils doivent recréer l'esprit, bousculer les normes, faire vibrer la jeunesse, réveiller ceux qui n'y croient plus, faire comprendre à ceux qui réclament sans cesse qu'ils ont aussi des devoirs. Il faut aussi avoir le courage de dire la vérité, d'expliquer où en est la France et où elle va.

A l'heure d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, les bonapartistes souhaitent une France vigoureuse et ambitieuse et qui sache que l'esprit bonapartiste et "bleu - blanc - rouge" n'est pas périmé, bien au contraire. Ce que veulent les bonapartistes, c'est une France grande et belle. Pour cela ils doivent crier leur vérité !

**Pour la France, par Napoléon !  
L'autorité populaire dans la démocratie intégrale  
Voilà le bonapartisme !**



# Hier, aujourd'hui, demain.

Napoléon Ier et Napoléon III furent de grands réalisateurs, les seuls du XIX<sup>ème</sup> siècle. Fidèles à leur mémoire, nous vous présentons les grandes lignes de notre combat bonapartiste sur la base du : « hier, aujourd'hui, demain »

## APPEL AU PEUPLE

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

Article 3 de la Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen.

### HIER

Napoléon et Napoléon III ont toujours fait du peuple la base de leur système politique, parce que tout ce qui est fait sans le peuple est illégitime.

Sous nos deux empereurs, l'exercice de la démocratie ne passait uniquement par les plébiscites (référenda lors desquels le peuple approuvait ou non la politique du gouvernement), mais par le droit de chaque citoyen de présenter une pétition au chef de l'Etat, de faire entendre ses griefs, ou – sous le Second Empire – le droit de saisir directement le Sénat s'il estimait qu'une loi violait la Constitution. La création du Conseil d'Etat, des prud'hommes et la présence même des agents de la police – dont l'une des fonctions était de sonder l'esprit public et non de dénoncer ceux qui critiquaient le régime – allaient dans ce sens : mettre les citoyens au service d'un état modernisateur proche d'eux et appuyé par eux.

### AUJOURD'HUI

Nous, Bonapartistes au XXI<sup>e</sup> siècle, revendiquons la mise en place d'un jour annuel de votation, où chaque citoyen disposant d'un nombre suffisant de signatures pourrait proposer une mesure au référendum. Nous voulons aussi que la volonté du peuple soit respectée, suite aux référenda d'initiative gouvernementale. Nous condamnons à ce titre le projet visant à faire adopter le projet constitutionnel rejeté par le peuple Français et les Néerlandais en lors du référendum de 2005.

### DEMAIN.

L'avenir demeure incertain, mais nous ne renonçons pas pour autant. Nous nous battons pour vous. Si vous voulez une République digne de ce nom, si vous voulez établir une vraie démocratie, rejoignez-nous !

## SOUVERAINETE

«Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément »

Article III de la Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen

« Je me suis battu sous peine d'être abattu »

Napoléon Premier, Empereur des Français.

### HIER

Napoléon Premier, contrairement aux dires de certains, n'a fait la guerre que pour défendre la France contre les monarchies coalisées qui voulaient y restaurer l'Ancien Régime. Napoléon III ne l'a fait que pour défendre le droit de culte en Palestine et en Chine, et pour soutenir la volonté italienne de se libérer du joug autrichien pour s'unifier.

## AUJOURD'HUI

Notre attachement à la souveraineté nationale n'est donc le fruit d'un nationalisme mal-placé, mais du respect pour les idées et les valeurs dont nous bénéficions dans la France et l'Europe d'aujourd'hui, ainsi que du respect pour le sacrifice de ceux qui sont battus pour elles. La démocratie ne vaut plus rien si les choix du peuple ne sont pas respectés, ou si ceux qui décident de notre sort ne sont plus ceux qui subissent les conséquences de leurs décisions.

## DEMAIN

C'est pourquoi nous voulons une Europe confédérale, où chaque peuple pourrait garder non seulement sa culture et son identité, mais aussi ces lois fondamentales qui font que notre société fonctionne. Le maintien de nos services publics, notre droit d'être nous mêmes les maîtres de nos destinées, le rôle de moteur industriel et agricole de l'Etat qui permet de protéger nos ouvriers et nos agriculteurs contre une concurrence sauvage qui aggrave le chômage et écrase la production locale... autant de droits fondamentaux bafoués par une construction européenne bureaucratique et anti-démocratique.

Pour l'Europe, nous voulons privilégier la législation qui porte sur une politique environnementale commune, afin de privilégier les énergies renouvelables et combattre la pollution et l'effet de serre. Nous voulons une politique européenne qui respecte le droit de chaque peuple de disposer de lui-même, selon le principe de nationalités cher aux Napoléon. Ce principe a ressuscité la Pologne (1806, puis 1919 et 1989), donné un nouveau souffle à la Suisse (1803, puis 1849), créé l'Italie (1859) et la Roumanie (1856 et 1862), nous voulons qu'elle crée l'Europe.

## **PROGRES SOCIAL**

### HIER

Napoléon et Napoléon III ont toujours fait du bien-être du peuple une priorité. Napoléon Premier a assuré aux ouvriers un salaire minimum en interdisant aux patrons de baisser les salaires, en échange de l'interdiction des grèves. Il a également maintenu le prix de la nourriture – notamment le pain – à un niveau abordable pour les plus pauvres. Lors des émeutes qui ont suivi des mauvaises récoltes en 1812, il ne s'est pas contenté d'envoyer des soldats pour éviter que les boulangers soient massacrés, il a également organisé deux millions de rations de soupe. Il a avancé de l'argent de sa poche pour que les industriels lyonnais puissent payer leurs ouvriers lors de l'hiver de 1806-7, et pour ceux d'Amiens en 1811.

En 1806, Napoléon a également créé les Conseils de prud'hommes, faisant ainsi de la conciliation le principe selon lequel les différends entre employeurs et salariés. En 1810 il a créé les sapeurs-pompier, en 1813, il a décrété qu'il était interdit de faire descendre des enfants dans les mines. Il favorisait aussi les associations de secours mutuels, précurseurs de nos syndicats et mutuelles, développées plus tard par son neveu, Napoléon III...

Napoléon III, de son côté, a créé les premières caisses de retraite, les caisses d'assurance maladie, maintenu un prix maximum pour le pain jusqu'en 1853, dépénalisé la grève, amorcé les débuts de la participation des salariés aux bénéfices, au capital et à la gestion des entreprises. Il est aussi à l'origine de la création de la margarine, puisqu'il a lancé la recherche d'un « beurre » moins cher. Il a, en outre, mis en place des soupes populaires, multiplié par deux le budget de l'Etat pour les œuvres de bienfaisance...

### AUJOURD'HUI

Certains de nos politiques disent que le système social français – objet historique, selon ceux-ci – doit disparaître. Pour eux, la sécurité sociale n'est qu'une dépense inutile. Pour nous, il s'agit au contraire d'un bien qui assure à la fois la protection de nos concitoyens contre les accidents de la vie, et l'admiration de nos voisins. Une grande partie de la classe politique veut faire croire que nous devons adopter un système américanisé où seuls les plus riches peuvent se faire soigner (d'après les Américains eux-mêmes). Un système plus proche de celui de la Grande-Bretagne ?

Cela alors que les Britanniques – ceux qui le peuvent – se font soigner en France ? Alors que leurs fonds de retraite s'effondrent ?

## DEMAIN

Alors que la plupart de nos politiques, issus presque tous des mêmes écoles, partisans de programmes identiques quelque soit l'étiquette qu'on leur attribue, s'amuse à creuser davantage le trou de la sécurité sociale et la dette « nationale » par la vente de tous ceux de nos services publics qui rapportent de l'argent, nous nous opposons à ce vol. Ces services publics vous appartiennent. Ce système de sécurité sociale est votre patrimoine. Ce sont vos impôts et votre travail qui les ont créés. Ce sont les Bonapartistes, puis leurs héritiers qui les ont mis en place. Nous nous opposons à la vente aux particuliers de ce qui est à vous, de droit. Nous entendons bien les conserver, et pour cela nous aurons besoin de votre aide.

EN AVANT, ENSEMBLE !

## AUTORITE

### HIER

« La liberté consiste dans le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ».  
Article IV de la Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen.

Nous insistons volontairement sur le respect des Droits et des Devoirs des citoyens. Sans droits, on ne peut avoir de devoirs. Sans devoirs, on ne peut avoir de droits. La société fonctionne –ou non – selon le respect – ou non – des droits et des devoirs.

Dans une famille, les parents doivent assistance, amour et discipline à leurs enfants. Les enfants, en retour, doivent amour, respect – et jusqu'à leur majorité – obéissance à leurs parents. Chaque citoyen a un devoir d'assistance envers les personnes en danger, et de respect envers son prochain. Les employeurs et salariés ont un devoir mutuel d'honnêteté et de respect. Nous avons chacun notre droit à la liberté, mais nous avons aussi le devoir de ne pas en abuser en faisant du tort à la liberté d'autrui. Mais combien de personnes ne respectent plus ces valeurs, puisqu'elles ne les apprennent plus ?

Napoléon et Napoléon III croyaient en le rôle protecteur de l'Etat. L'Etat, en tant que le garant de la Constitution, et par conséquent, du respect des droits et des devoirs de chacun, a un rôle de moteur social, et d'arbitre. Ils ont tous les deux rétabli le respect des lois après des périodes troubles, en 1799 et 1851, comme De Gaulle en 1958. Ils ont fait respecter un certain nombre de droits (liberté de culte, égalité devant la loi, la liberté d'expression) et de devoirs (l'impôt, le travail, le respect des devoirs du citoyen envers sa famille)

### AUJOURD'HUI

Depuis 30 ans, nous assistons à la chute de notre niveau de vie, le non-respect des valeurs gravées sur nos mairies et sur nos décorations. Nous constatons un climat de violence, de peur et la montée des extrémistes de toute sorte. Notre mouvement ne croit ni que cette situation soit irréversible, ni qu'il s'agit d'une conséquence inévitable de l'immigration. Elle est la conséquence d'un système éducatif où nos professeurs ne sont plus autorisés à contrôler leurs classes, où l'instruction civique a été vidée de toute notion de respect et du devoir citoyen, et où nos pompiers, infirmières et agents de la police sont pris pour cible par des anciens élèves de ce système qui y trouvent un moyen d'exprimer la violence que nos médias et l'absence d'autorité de l'Etat leur font avaler dès le berceau.

## DEMAIN

La lutte contre le crime et la délinquance doit veiller à la protection des personnes les plus vulnérables de notre société comme à celle de tous leurs concitoyens et à celle de nos résidents étrangers. Cette lutte doit être accompagnée par un programme social très poussé, avec le concours

de tous ceux qui estiment avoir des droits – et par conséquent, des devoirs – afin de redresser notre pays tout entier. Tous les individus, associations sociales, humanitaires et services de l'Etat doivent coopérer ensemble pour sauver notre pays de la violence, des extrémismes politiques et religieux, et de la misère qui l'engendre. Il faut également rétablir l'enseignement du civisme dès l'école primaire.

## **REFUS DU CLIVAGE DROITE/GAUCHE**

### **HIER**

Napoléon et Napoléon III ont réussi à rassembler l'immense majorité des Français autour de leur régime parce qu'ils étaient au-dessus des partis. Ils ne faisaient pas partie des factions qui se disputaient le pouvoir entre elles, telles des charognards autour d'une bête agonisante.

Napoléon a déclaré n'appartenir ni à la gauche (Jacobins) ni à la droite (Royalistes). « Je suis national », disait-il. Sa politique d'union nationale a permis, même selon ses adversaires, à mettre en place les réformes que revendiquait le peuple, les changements de régime qui ne manquaient pas de provoquer de nouveaux troubles et à retarder le redressement du pays. Les lois, institutions et valeurs sur lesquels notre société malade s'appuie actuellement pour éviter de sombrer sont le fruit de cette politique centrale, qui s'appuyait sur le peuple et qui se méfiait des partis.

Napoléon III a poursuivi l'œuvre bonapartiste, avec l'appui des hommes de « gauche » comme de « droite ». Il a réussi à mettre en place les premières caisses d'assurance maladie et de retraite – dès 1849 – et à instaurer l'une des plus glorieuses et prospères périodes de l'Histoire de France... selon Pasteur.

### **AUJOURD'HUI**

Il suffit de lire la presse pour voir que les grands journaux sont achetés par les partis de « gauche » et de « droite ». Il suffit de regarder les journaux télévisés pour constater que les réformes n'aboutissent plus. Lorsque la « gauche » propose une réforme, la « droite » s'y oppose... et inversement. Parfois, ces décisions sont justes... mais elles servent surtout à marquer des points pour tel ou tel parti politique. Et en attendant que les partis se mettent d'accord sur le sexe des anges, le peuple a besoin de savoir où il faut trouver son salut.

### **DEMAIN**

Nous refusons le clivage gauche droite qui ne fait que diviser les Français entre eux, et qui ne profite qu'aux partis. Nous ne voulons pas interdire à ces partis d'exister. Nous préférons remettre le citoyen au centre de la vie publique. Nous proposons un gouvernement d'union nationale, la démocratie directe selon la conception que nous avons exposée ailleurs, la participation à la politique – au sens noble – ouverte à tous, et le retour de la notion de modération aussi bien que celui du principe du respect des droits et des devoirs de chacun. Nous nous battons pour une politique cohérente – puisque basée sur des idées valides et simples – patriotique, sociale et démocratique. C'est-à-dire une politique BONAPARTISTE.

# Pour la France, par Napoléon !

Menacée de l'extérieur par une construction européenne qui remet toujours en cause la souveraineté de la nation et l'exercice de nos libertés, menacée de l'intérieur par une montée des féodalités et des communautarismes qui minent toujours plus la cohésion de notre peuple, notre patrie est aujourd'hui à la croisée des chemins.

La classe politique et ses caciques de tout poil, discrédités par des échecs répétés et une absence de perspectives d'envergures ne peut plus prétendre incarner le renouveau, ni même faire face aux défis du temps présent. Dans cette impasse, il est plus qu'urgent de faire émerger les seules véritables solutions de salut public qu'exige la situation et que sauront incarner des hommes nouveaux.

Il faut réconcilier **l'ordre** et **la justice sociale**, **l'appel au peuple** et **l'autorité**. C'est en référence à Napoléon Bonaparte et aux leçons de ce prodigieux professeur d'énergie que nous avons formulé les idées que vous allez lire.

Ce ne sont pas l'ambition ou la vaine volonté de paraître qui nous animent, mais la volonté de servir notre pays du mieux que nous le pouvons en affrontant avec audace l'avenir à la lumière des grandes expériences du passé.

Le bonapartisme propose une nouvelle voie aux Français, de donner un exemple et un idéal au peuple notamment à la jeunesse. Le bonapartisme doit bouger la France.

**Puissent tous nos concitoyens nous rejoindre dans ce combat pour la France et l'Europe !**

**Pour le salut de notre peuple et de notre nation, que l'aigle vole de nouveau de clocher en clocher !**

**<< Tout ce qui est utile doit être encouragé, tout ce qui est nuisible doit être vaincu, tout ce qui est inerte doit être secoué >>**





# **Pour la France, par Napoléon !**

## **Un projet, Bougeons la France !**

### **Bougeons les Institutions**

1. Rétablissement du septennat pour le Président de la République.
2. Fusion du Sénat et du Conseil Economique et Social en une chambre, des professions et des collectivités, chargée des intérêts économiques et sociaux des Français.
3. Recours plus fréquent au référendum et élargissement de son champ d'application pour que le peuple puisse se prononcer sur les questions qui l'intéressent et le concerne
4. Création d'un vrai statut de l'élu.
5. Imposer aux fonctionnaires de démissionner de leurs fonctions lorsqu'ils briguent des fonctions politiques.
6. Modification du financement des partis politiques (et des syndicats), par la création d'un "chèque politique" distribué par l'Etat à chaque citoyen qui le remettrait au parti de son choix.

### **Bougeons la cohésion nationale**

1. Moins d'immigration et plus d'assimilation avec la mise sur pied une politique des flux migratoires permettant de prévoir les besoins et la capacité d'accueil de notre société.
2. Modification des procédures d'acquisition de la nationalité française.
3. Modification de la loi sur le regroupement familial. Blocage total de celui-ci pendant 5 ans
4. Défense de l'unité de la France, République une et indivisible.
5. Défense du principe de laïcité, la religion doit rester du cadre strictement privé et ne doit pas s'inviter à tout bout de champs dans la vie politique de la Nation. Le but de la laïcité n'est pas d'opprimer les religions mais de faire en sorte que celles-ci puissent vivre dans le respect des lois. Ces lois portent en priorités sur le statut de la femme, les conditions du mariage, la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, la neutralité religieuse dans tous les services publics.
6. Mise en place d'une véritable politique d'aide aux handicapés.
7. Assurer l'élévation sociale de chacun tout en refusant la discrimination positive.
8. Redonner le sentiment d'appartenance à une nation. Nulle considération de provenance géographique, d'appartenance religieuse ne saurait intervenir. La qualité, la dévotion française seules importent, à condition qu'elles soient sincères, éprouvée, confirmée...

### **Bougeons l'école**

1. Les priorités de l'école primaire doivent rester la lecture, l'écriture (alors que 17% des élèves entrant en classe de 6<sup>ème</sup> maîtrisent mal le français), l'apprentissage du français doit retrouver une place prépondérante, les bases d'arithmétiques (les mêmes statistiques du ministère de l'Education Nationale parlent de 38% d'élèves entrant au collège ne maîtrisant pas les compétences de base en calcul !), la francophonie, l'instruction civique, l'histoire de France et le sport.
2. Création de classes de fin d'études primaires afin de mettre à niveau les élèves ne possédant pas les savoirs fondamentaux.
3. Instauration de filières différenciées (générale, technique et professionnelle) dans les collèges. Placer la filière professionnelle en parallèle : entreprises et Education Nationale. Ouverture des grandes écoles aux meilleurs éléments de chaque filière

afin d'assurer l'excellence. La pluralité des élites serait ainsi renforcée, tant dans la nature de la formation qu'en regard aux origines sociales. L'idée est d'instaurer des passerelles, à tous les niveaux, entre les filières afin d'éviter l'exclusion par la hiérarchisation.

4. Recrutement des enseignants à temps plein et partiel qui ont une expérience professionnelle, notamment des cadres et des techniciens de plus de 50 ans en aménageant les systèmes de retraite en conséquence. Cela serait particulièrement justifié pour les disciplines techniques, la gestion et les langues.
5. Promotion l'alternance et l'apprentissage comme filière d'excellence. Il faudrait aussi recourir aux décrets d'application de la loi de juillet 92, renforcée par celle de 2001, qui permet de valider, à tous les niveaux, les acquis professionnels. Il faut que les jeunes considèrent que la meilleure garantie pour l'emploi réside dans la formation supérieure par l'apprentissage et la validation des acquis de l'expérience tout au long de la vie.
6. Création de bourses d'internats pour corriger les inégalités sociales souvent renforcées par des concentrations excessives d'enfants en situation difficile. Ces bourses devraient être attribuées aussi en fonction des mérites scolaires. L'investissement ne devrait pas être considérable puisque la plupart des internats de province sont à moitié vides. Cette politique, déjà menée dans les années 60 au profit des enfants d'agriculteurs, a été bénéfique, il s'agit de la réactualiser pour les enfants des cités en difficulté. Ces "placements" en internat pourraient aussi contribuer à corriger les fortes inégalités géographiques qui demeurent dans l'offre éducative des territoires.
7. Répartition des meilleurs professeurs sur l'ensemble du territoire national. Il conviendrait de lier les promotions et les rémunérations des enseignants aux conditions d'exercice de leur métier et à leurs performances.
8. Réintroduction de la notion de groupe de niveaux avec des passerelles entre chacun d'entre eux afin de stimuler et d'encourager l'effort.
9. Réforme des IUFM en rapprochant les futurs instituteurs des réalités du terrain.
10. Responsabilisation des familles, c'est à dire d'abord les parents, sur l'importance de leur rôle en matière éducative. L'école et la famille sont complémentaires. L'école devrait plus tenir compte des inégalités sociales de départ pour les corriger par une plus grande sensibilisation des parents sur les filières, les capacités et les lacunes de leurs enfants.

### **Bougeons les services publics**

1. Mettre en place d'une politique participative qui réunirait les salariés et les usagers du secteur public.
2. Redéfinir le périmètre des services publics. Refus de démantèlement du service public (EDF/GDF, SNCF, La Poste)
3. Créer un grand groupe public de l'énergie
4. Décloisonner la fonction publique afin de mieux affecter les ressources. Cette mesure qui vaut mieux que le rationnement des effectifs, appelle une réflexion sur les missions et sur les besoins, et conduit à une véritable rupture salutaire avec la tradition administrative. La mobilité doit être le complément de la sécurité.
5. Réaffirmer les devoirs des services publics.
6. Défendre les valeurs de la ruralité et maintenir les services de proximités dans les régions les plus touchées par la désertification afin d'arrêter celle-ci.
7. Fixer des objectifs simples par ministère.
8. Contrôler strictement la dépense de l'argent public dans l'immense secteur associatif. Imposer à tous de rendre des comptes sur la dépense et les résultats.
9. Enjoindre aux administrations centrales qui reçoivent de l'Union européenne des documents de travail uniquement en anglais de refuser de les traiter aussi longtemps

qu'une version en français ne leur est pas parvenue, en stricte application de la réglementation linguistique européenne actuellement en vigueur.

### **Bougeons l'aménagement du territoire**

1. Promouvoir un réel équilibre entre un Etat rénové et les collectivités locales.
2. L'Etat doit rester le garant de l'unité du territoire et de l'égalité au sein de celui-ci.
3. Mise en place de compétences générales pour toutes les collectivités.
4. Maintien du département et des communes.
5. Développer la déconcentration et rendre aux préfets leurs prérogatives.
6. Mise en place d'un programme exceptionnel d'infrastructures visant à maintenir sur tout le territoire une véritable égalité (trains, voies navigables, liaisons Internet, etc...).

### **Bougeons la croissance, l'emploi et la fiscalité**

1. Mise en place de la Taxe Sociale sur la Valeur Ajouté, cotisation unique sur la consommation comme le suggère le professeur Cayol
2. Mise en place de la Participation en tant que 3<sup>ème</sup> voie.
3. Réforme des 35 heures amenant à libérer le travail et ceci afin d'employer le plus de monde possible
4. Mise en place de contingentements aux importations en s'inspirant des travaux de Maurice Allais
5. Développement du Revenu Minimum d'Activité au profit des collectivités territoriales (1 à 2 journées par semaine) pour les Rmistes et les chômeurs de longues durées
6. Amplification du système de guichet unique visant les demandeurs d'emplois permettant de reconnaître aux plus démunis des droits acquis assortis de devoir et de contrôle
7. Réforme de l'impôt sur le revenu basé sur l'égalité (article 13 de la déclaration des droits de l'homme de 1789). Suppression des niches sources de combines afin que les hauts revenus soient toujours imposés
8. Création d'un impôt général sur le capital remplaçant les droits de succession et les droits de mutation.
9. Réforme de l'ISF, en créant des exonérations dues aux investissements dans la recherche, l'économie productive. Exonération de prise en compte du logement principal (à voir suivant les cas)
10. Réévaluer la hiérarchie au sein de la TVA.

### **Bougeons la puissance industrielle**

1. Orienter et adapter notre formation professionnelle (formation par l'alternance).
2. Déterminer nos secteurs stratégiques d'avenir.
3. Conforter et soutenir nos champions industriels. Pour cela ne pas hésiter à employer l'ingérence de l'Etat lorsque cela est nécessaire.
4. Inciter les partenariats public/privé dans la recherche et les rapprochements industriels privés.
5. Favoriser le partenariat industriel entre pays européens (ex : Airbus).
6. Accroître l'effort de recherche publique.
7. Maintenir l'intervention de l'Etat afin de défendre un véritable patriotisme économique.
8. Intervention de l'Etat au travers de commandes publiques, de programmes d'équipement et lois de programmations civiles et militaires.

### **Bougeons le logement**

1. Favoriser la construction.

2. En lieu et place la loi des 20 % de logements sociaux mise en obligation de réserver pour chaque nouvelle construction un % de logements sociaux
3. Aider l'accès à la propriété logements sociaux ou autres.
4. Offrir un logement social de qualité.
5. Incitation à s'installer dans les zones de "recul".
6. Contrôle et régulation du marché du logement locatif.
7. Mise en place d'un système de réquisition des logements et locaux vides.
8. Renforcement des contrôles de salubrité et durcissement de la loi.

### **Bougeons la famille et la santé**

1. Instaurer des bourses d'études automatiques aux familles nombreuses. (familles modestes en particulier).
2. Faciliter le libre choix des hommes ou femmes qui veulent interrompre ou aménager leur carrière pour s'occuper des enfants ou parents âgés (déductions fiscales sur les sommes engagées).
3. Instauration d'un salaire parental.
4. Créer et comptabiliser des points retraites pour celles ou ceux qui élèvent leurs enfants (soit sur salaire parental, soit sur "cotisations en nature").
5. Instaurer des dispositifs de retour à l'emploi.
6. Prévoir des déductions fiscales sur les achats de logements et de véhicules (à compter de 3 enfants ?).
7. Faire baisser la TVA sur les produits de puéricultures.
8. Travailler tant avec les collectivités locales qu'avec les structures privées pour la multiplication des modes de garde (collectifs et individuels) .
9. Renforcer les sanctions pécuniaires ou les TIG en cas de manquement aux devoirs des parents.
10. Renforcer la législation afin de protéger les parents "isolés" et les femmes enceintes.
11. Instauration d'une CMU dégressive.
12. Remboursement aux taux des médicaments génériques lorsque ceux-ci existent.
13. Réforme du secteur hospitalier.
14. Etablissement de règles claires au sein de notre système de santé "libéral".

### **Bougeons l'environnement et l'agriculture**

1. Mise en place d'une TVA préférentielle pour les équipements et appareils de grande consommation économes.
2. Développement des énergies renouvelables et propres. (Eoliennes, biocarburant, solaire, etc...).
3. Rééquilibrage du nucléaire en fonction du développement des énergies renouvelables.
4. Instauration d'un malus/bonus d'impôt sur les véhicules, tant pour les particuliers que pour les professionnels
5. Incitation aux constructeurs automobile à la recherche et à la commercialisation de VHL "propres" ou hybrides.
6. Développement du ferroutage et du transport fluvial
7. Obligation à l'Etat, aux services publics et aux collectivités locales de montrer l'exemple.
8. Mise en place de la notion de politique d'exception agricole visant à préserver notre indépendance alimentaire et notre modèle agricole.
9. Encouragements à la mise en place d'une agriculture "durable" par le biais d'un souci de traçabilité, de respect de l'environnement et d'une agriculture résonnée.
10. Passage d'une aide aux produits à une aide aux producteurs.

### **Bougeons l'influence extérieure et la défense**

1. Introduire dans la Constitution que la République Française participe à la construction d'un espace francophone de solidarité et de coopération.
2. Création d'un véritable "pôle" francophone autour de l'axe France/Québec.
3. Relancer le réseau de l'alliance française et des lycées français à l'étranger.
4. Affirmer en droit et en fait une priorité très forte aux pays membres de la Francophonie dans l'enveloppe stable de l'aide française au développement
5. Défendre l'idée d'une Europe Confédérale.
6. Développer une politique "pan latiniste" avec l'Espagne, l'Italie et le Portugal qui comme nous sont en prise directe avec le continent africain.
7. Définir une véritable politique méditerranéenne visant à faire retrouver à notre pays une place privilégiée en Syrie, au Liban, en Egypte et dans tout l'arc méditerranéen.
8. Redéfinir nos alliances mondiales en appliquant la doctrine du non-alignement.
9. Développer une diplomatie d'entraide en abolissant les systèmes de perfusions et d'assistanats (en Afrique) et développer au contraire les économies locales. Définir ainsi une véritable politique française en Afrique en lieu et place de la « politique africaine » actuelle et passée.
10. Renforcement du potentiel de projection outre-mer de nos armées.
11. Participer à l'élaboration d'une défense européenne en dehors de l'OTAN.
12. Révision de l'emploi des armées face aux nouvelles menaces.
13. Création d'un service national avec un volet "militaire" de 6 mois ou un volet "civil" de 1 an.
14. Création d'une Garde Nationale placée sous le commandement de la gendarmerie ou de la Sécurité Civile.

### **Bougeons la justice**

1. Suppression de la prescription pour les crimes de sang, les viols et les actes pédophiles
2. Suppression de la peine de sûreté, toute condamnation doit aller à son terme.
3. Développement des moyens de préventions.
4. Mise en place de systèmes de sanctions palliatifs pour les "petits" délits.
5. Veiller à l'égalité des droits mais aussi des devoirs.
6. Meilleure répartition, territoriale et professionnelle, des forces de l'ordre,, .
7. Réforme de l'ordonnance de 1945 sur la délinquance des mineurs

### **Bougeons la société**

1. Lancer le débat sur l'euthanasie. Ce sujet mérite un débat national
2. Lancer le débat sur la place des personnes âgées dans notre société.
3. Lancer le débat sur la mise en place du "dividende universel" ou d'une taxe "Tobin" nationale.

« France Bonapartiste » Apt 388, 60, Boulevard de Maurens. 31270 CUGNAUX

Site Internet : <http://www.france-bonapartiste.com/>

Courriel : [contactbonapartiste@yahoo.fr](mailto:contactbonapartiste@yahoo.fr)



***"Rendre la République chère aux citoyens,  
respectable aux étrangers,  
formidable aux ennemis"***

*Napoléon Bonaparte, Premier Consul, 4 nivose an VIII*